



RENDU EXECUTOIRE LE

- 1 DEC. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 16/11/2022

Reçu en préfecture le 16/11/2022

Publié le

SLO

ID : 086-228600011-20221116-22_A_SE_0325-AR

ARRETE N° 2022-A-DGAS-DA-SE-0325

du 16 NOV. 2022

*DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX*

fixant des dotations complémentaires 2022 au titre des revalorisations salariale et des surcoûts énergétiques pour les interventions réalisées par le CCAS de Bonnes

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'article 44 de la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificatives pour 2022 étendant le complément de traitement indiciaire (CTI) aux aides à domicile exerçant dans les Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile territoriaux, désormais prévu au D du I de l'article 48 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021 et le CTI ayant vocation à remplacer la prime de revalorisation mentionnée par le décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 ;

VU la délibération du 23 septembre 2022 du Conseil Départemental de la Vienne relative à la revalorisation des salaires des agents territoriaux intervenant auprès des personnes âgées et handicapées pour les Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile et aux mesures exceptionnelles pour faire face à l'inflation dans les établissements et services autorisés par le Département, secteurs personnes, personnes handicapées et de l'enfance ;

CONSIDERANT, d'une part, des remontées d'information effectuées par le CCAS de Bonnes permettant d'établir un nombre prévisionnel 2022 d'équivalents temps plein concernés par lesdites revalorisations effectives à partir du 1^{er} avril 2022, à savoir sur les personnels intervenants à domicile ;

CONSIDERANT, d'autre part, la volonté du Département de la Vienne d'apporter son soutien pour les 4 derniers mois de l'année 2022 aux Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile accompagnant des personnes âgées et handicapées et au titre de l'APA et la PCH, qui doivent faire face à l'inflation des coûts énergétiques des matières premières ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : Au titre de la mesure exceptionnelle relative à l'inflation et au titre de l'APA et la PCH, une dotation complémentaire et exceptionnelle 2022, est allouée au CCAS de Bonnes pour un montant de 280 €.

ARTICLE 2 : Au titre des mesures salariales pour les personnels d'intervention au titre de l'APA, la PCH et l'Aide-Ménagère, une dotation complémentaire et prévisionnelle 2022 est allouée au CCAS de Bonnes pour un montant de 4 680 € correspondant à 2,13 équivalents temps-plein (ETP) sur une activité prévisionnelle de 3 629 heures APA, PCH et Aide-Ménagère sur 8 mois. Cette dotation sera versée à hauteur de 80 %, soit 3 744 €.

Le solde pourra être ajusté courant 2023 en fonction des modalités qui seront annoncé par la CNSA.

ARTICLE 3 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 4 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au service et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le **16 NOV. 2022**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON